

UNIVERSITÉ DE BOUMERDÈS

Projet «Coffee» : des formations à la carte pour le secteur économique

«Celui qui décroche une licence dans le cadre de ce projet est immédiatement opérationnel ; il est en outre assuré d'avoir son emploi» affirmera au Soir d'Algérie, le professeur Abdelaziz Taïri, vice-recteur de l'université de Boumerdès, chargé de la coopération et de la communication, au sujet ce nouveau concept de formation universitaire à la carte.

C'est quoi en fait le projet Coffee ? C'est la co-construction d'une offre de formation à finalité d'employabilité élevée. C'est un programme de formation spécifique présenté par neuf universités algériennes et leur tutelle qui sera financé et piloté par l'Union européenne (UE) dans le cadre du global programme Erasmus+ et «Capacity Building». L'UE a dégagé un budget de 925.490 euros pour la concrétisation du projet Coffee. Lundi, l'université M'hamed-Bougarra de Boumerdès (UMBB) a abrité une rencontre d'information et de sensibilisation, sur ce thème, en direction des responsables dans le secteur économique et ceux des universités adh-

rentes du centre du pays à savoir Djelfa et Ghardaïa. Des conférences similaires étaient programmées à Constantine, pour les universités adhérentes de l'Est et Tlemcen pour l'Ouest. Mohammed Nadjib Kazi-Aoual, chargé par l'UE de la coordination de ce plan nous donne un aperçu général sur le sujet. «Le programme Coffee vise à structurer l'offre de formations professionnalisantes des cadres moyens pour les secteurs économiques. Dans ce projet, le partenaire le plus important est le secteur économique. C'est en effet lui qui détermine les besoins en cadres moyens et en compétences. L'université et les secteurs demandeurs vont, par la suite, formuler la formation en question. C'est pourquoi nous parlons dans le projet de co-construction. Une fois la formation est construite, le secteur économique s'engage à recruter les personnes concernées par cette formation.» Il précisera, en outre, que neuf formations seront lancées en 2017/2018 en projets pilotes puis neuf autres suivront si les résultats qui en découleraient du projet pilote seraient positifs. Selon le professeur Taïri, les entrepreneurs qui souscrivent à cette configuration de formation participeront à la conception de son contenu. «Ils sont également les bienvenus pour la



Photo : DR

sélection des candidats parmi les nouveaux bacheliers. Nous pourrions les faire participer, c'est, en effet, un plus pour nous. Plus nous avons de partenaires, plus nous élargirons notre environnement dans le secteur économique.» Par ailleurs, selon le communiqué rendu public par les organisateurs de cette rencontre, le plan Coffee vise «au renforcement des relations entre les systèmes d'enseignement supérieur et l'environnement socioéconomique au sens large et l'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur et la perti-

nence avec le marché de l'emploi.» En fait, il estime que l'employabilité ne se concrétisera pas si le secteur employeur n'adhère pas au processus. Des universités de France, de Belgique, d'Irlande et d'Espagne y apportent leur soutien par leur expérience et la formation des formateurs. La Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci) et l'Agence de développement et la promotion de l'entreprise (ADPE), basée à Annaba, y adhèrent en qualité de secteur économique.

Abachi L.

RELIZANE

Des familles dans le désarroi

Une trentaine de familles de la ferme appelée Village Essanafir, à quelques encablures du chef-lieu de Relizane, se sont rapprochées de notre rédaction pour réclamer leur logement dans des habitations décentes.

Les manifestants ont dénoncé le «non-respect de l'engagement qu'auraient pris les autorités locales» quant à leur «relogement avant le mois de Ramadhan passé».

Ils estiment être «lésés» dans leur droit à des habitations décentes, avançant que «d'autres occupants de bidonvilles érigés tout récemment avaient déjà bénéficié de logements neufs dans le cadre des opérations de relogement effectuées ces derniers mois». «Il s'agit d'une énième réclamation que nous lançons ici depuis presque deux mois.

Nous voulons être reçus par le wali pour lui faire part de notre souffrance d'habiter dans des habitations indécentes et menaçant ruine», indique Mohamed K., un représentant des familles dudit village. Le bidonville Village Essanafir est, selon lui, le plus ancien de la wilaya, existant depuis «plus de trente ans», sans que ses occupants aient bénéficié d'«aucune attention de la part des autorités locales, en dépit des multiples réclamations des habitants», a-t-il déploré.

En attendant que ce problème de relogement soit réglé, ces derniers continuent de souffrir dans un silence total.

A. Rahmane

BÉJAÏA

Les enseignants contractuels ferment la Direction de l'éducation

Plusieurs dizaines d'enseignants contractuels ont procédé, hier, à l'appel du Snapap, à la fermeture du siège de la Direction de l'éducation de Béjaïa.

Les enseignants protestataires entendent réclamer la prise en charge de leurs doléances professionnelles. Ils se plaignent du retard criant dans le versement de leurs salaires depuis une année. Les mêmes manifestants qui ont observé un ras-

semblement devant le siège de l'éducation se sont également insurgés contre la suppression de la prime de rendement octroyée «uniquement», selon eux, «aux enseignants titulaires». Les enseignants contractuels réclament par la même occasion la prise en

charge des années d'ancienneté lors des concours de recrutement dans le secteur de l'enseignement.

«Des enseignants qui cumulent de nombreuses années dans l'éducation se retrouvent lourdement pénalisés par cette mesure de suppression des années d'expérience lors des concours de recrutement dans l'éducation au profit de jeunes nouveaux

postulants sans aucune expérience. Une mesure décidée en 2014 par la ministre du secteur. On réclame une décision politique pour réparer cette injustice qui touche de nombreux contractuels en poste dans l'enseignement, pour certains depuis plus de cinq ans», regrette un syndicaliste sur les ondes de la radio locale.

A. K.

EL TARF

Installation du nouveau directeur de l'éducation

C'est finalement M. Djilani Azzedine, désormais ex-directeur de l'éducation de la wilaya de Ghardaïa, qui prendra les rênes de la Direction de l'éducation d'El Tarf et ce, après plus de 4 mois de suspension de l'ex-directeur par sa tutelle et de vacance du poste en question.

En effet, le wali d'El-Tarf, M. Mohamed Lebka a procédé, hier, lors d'une cérémonie officielle au niveau du siège de la Direction de wilaya, à l'installation du nouveau directeur dans ses fonctions, et ce,

en présence du P/APW et de l'ensemble des cadres du secteur. Le premier responsable saisira cette occasion idoine pour passer en revue les axes majeurs et les objectifs de ce secteur névralgique tout en insistant sur le retour de la cohésion entre les différents services de la direction, après plusieurs mois d'anarchie et de zizanie, ainsi que la rigueur et la ponctualité dans le travail accompli par le personnel. Cependant, signalons que l'ex-directeur, M. Bouamama, limogé injustement, a fait les frais d'un complot

ourdi par certains cadres parce qu'il a touché à de colossaux intérêts pécuniaires, et par ailleurs, pour s'emparer, principalement, du service budget et service économique qui gère les achats aux montants faramineux de ladite direction. Reste à savoir la suite du déroulement des événements dans une direction, objet de tous les coups bas et autres subterfuges de bas étage. Assisterons-nous à une décantation ou plutôt à une reconduction des mêmes pratiques ?

Daoud Allam